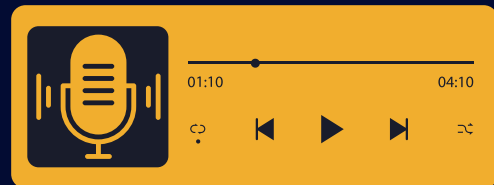


ECO BUSINESS

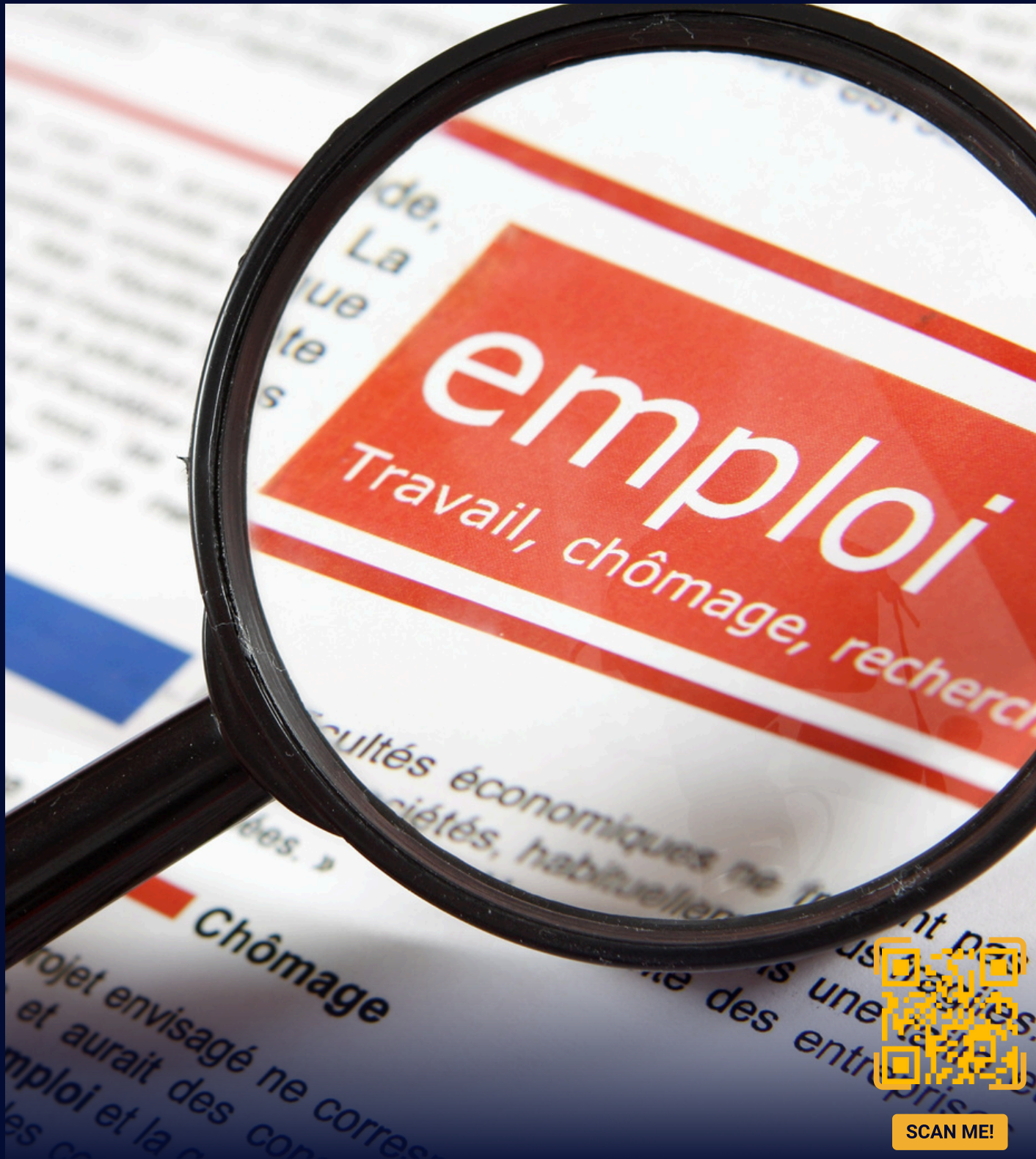
PME - TPE - STARTUP

15 Décembre 2024

www.lodj.ma



Le lire c'est bien, l'écouter c'est top !



Relance de l'emploi en 2025 : le gouvernement dévoile une feuille de route de 14 MMDH



MERCI À NOS CHRONIQUEURES INVITÉS



SOM MAIRE



WWW.LODJ.MA



RELANCE DE L'EMPLOI EN 2025 :
LE GOUVERNEMENT DÉVOILE
UNE FEUILLE DE ROUTE DE 14 MMDH



UN RECORD : 134 MILLIARDS DE
DIRHAMS DANS 56 PROJETS
D'INVESTISSEMENT



UNE SITUATION ÉCONOMIQUE
EN RÉSILIENCE, MAIS SOUS
TENSION



L'AMD L ET SPRINTPROJECT
S'ASSOCIENT POUR BOOSTER
L'INNOVATION ET LES START-UPS AU
MAROC



DU SOUK À LA SUPÉRETTE :
L'INCROYABLE MUTATION DU
COMMERCE MAROCAIN



UNE BANQUE MONDIALE
RENOUVELÉE FACE AUX DÉFIS
GLOBAUX



RELANCE DE L'EMPLOI EN 2025 : LE GOUVERNEMENT DÉVOILE UNE FEUILLE DE ROUTE DE 14 MMDH

La relance de l'emploi a été au cœur d'une réunion présidée par le Chef du Gouvernement, M. Aziz Akhannouch, ce mardi 10 décembre 2024 à Rabat.

Cette rencontre, réunissant plusieurs ministères, le Haut-Commissariat au Plan, la CNSS et l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, visait à examiner les mesures concrètes inscrites dans la feuille de route pour le secteur de l'emploi, dont l'annonce est prévue prochainement. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre des Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, en faveur du développement économique et social du Royaume.

M. Akhannouch a souligné l'importance stratégique du secteur de l'emploi et a mis en avant l'engagement du gouvernement à suivre son évolution de près. Il a annoncé la mise en œuvre rapide de mesures à court et moyen termes pour accélérer les programmes générateurs d'opportunités d'emploi. Il a également appelé à une mobilisation accrue et à une meilleure coordination entre les différents acteurs afin d'optimiser les interventions et d'assurer leur efficacité.



Les participants à cette réunion ont rappelé que la question de l'emploi constitue une priorité gouvernementale majeure, avec une enveloppe budgétaire de 14 milliards de dirhams allouée dans la Loi de Finances 2025. Cette feuille de route ambitionne de créer des emplois décents pour toutes les catégories sociales, en zones urbaines comme rurales, malgré les contraintes conjoncturelles actuelles.

Enfin, il a été précisé que la stratégie pour l'emploi intégrera des réponses aux problématiques liées à l'eau et aux défis spécifiques du monde rural.

Elle prévoira également des mesures de soutien aux petites et moyennes entreprises, considérées comme des moteurs clés de la création d'emplois, tout en accordant une place centrale à la formation pour faciliter une intégration rapide et durable au marché du travail.

Malgré une volonté politique affirmée et l'allocation d'un budget conséquent dans la Loi de Finances 2025, le véritable défi réside dans la concrétisation de ces engagements en actions opérationnelles claires et efficaces.

Si les orientations stratégiques et les objectifs ambitieux du programme gouvernemental, notamment la réduction significative du chômage, sont affichés, leur réalisation dépendra de la déclinaison précise des mesures sur le terrain.

Pour répondre aux attentes, le gouvernement devra rapidement présenter un plan détaillé, assorti de mécanismes concrets pour activer les fonds alloués et dynamiser le marché de l'emploi. Cette étape est essentielle non seulement pour renforcer la crédibilité des promesses faites, mais aussi pour apporter des résultats tangibles, à court et moyen termes, à un secteur où l'urgence sociale est palpable.

Sans une feuille de route clairement opérationnalisée, incluant des cibles mesurables et un calendrier précis, les ambitions risquent de rester lettre morte, laissant les citoyens et les entreprises dans l'attente de solutions concrètes. La réussite de cette politique pro-emploi reposera donc sur la capacité de l'exécutif à transformer les intentions en résultats concrets et mesurables.





Un record : 134 milliards de dirhams dans 56 projets d'investiss ement

La 6e Commission Nationale des Investissements (CNI), présidée par le chef du gouvernement, a récemment approuvé 56 projets d'envergure totalisant 134 milliards de dirhams (MMDH). Derrière ces chiffres impressionnants se cachent des enjeux économiques stratégiques et des promesses d'emplois. Cependant, plusieurs questions émergent quant à l'efficacité et à l'impact réel de cette dynamique d'investissement.

Selon les données officielles, ces investissements, répartis sur 32 provinces dans les 12 régions du Royaume, concernent 19 secteurs clés, parmi lesquels le tourisme, les énergies renouvelables, l'industrie ferroviaire, et la logistique. Le tourisme se distingue comme principal pourvoyeur d'emplois, représentant 19 % des créations envisagées, suivi par les matériaux de construction (18 %) et la santé (15 %).

Cette diversification sectorielle illustre une volonté de structurer un développement équilibré. Mais cette répartition sera-t-elle suffisante pour réduire les disparités régionales et stimuler un tissu économique local souvent fragile ?

Parmi les 56 projets, quatre sont qualifiés de stratégiques, avec une enveloppe de 21 MMDH. Ces initiatives ciblent des secteurs innovants tels que la mobilité électrique, les énergies renouvelables, et le dessalement d'eau. Concentrés dans des régions comme Guelmim-Oued Noun, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, et Casablanca-Settat, ces projets visent la création de 10 000 emplois. Mais l'enjeu réside dans leur mise en œuvre effective et dans l'établissement de chaînes de valeur locales pour maximiser les retombées économiques.

Trois autres projets stratégiques, encore à l'étude, portent sur des investissements de 14 MMDH. Ils promettent de renforcer des secteurs comme le textile, les télécommunications, et la mobilité électrique. Là encore, l'interrogation subsiste : ces initiatives sauront-elles répondre aux défis structurels de l'économie marocaine, notamment en matière de compétitivité et d'exportation ?

Opérationnelle depuis mars 2023, la nouvelle Charte de l'Investissement semble jouer un rôle clé dans cette dynamique. Avec 48 conventions et 4 avenants approuvés pour un montant de 113 MMDH, elle promet une mobilisation accrue de capitaux privés (24 MMDH) et la création de 18 000 emplois. Pourtant, une question persiste : le cadre législatif et administratif est-il suffisamment robuste pour garantir l'efficacité et la durabilité de ces projets ?

Le succès apparent de cette Commission est indéniable, mais il ne doit pas masquer les défis sous-jacents : l'attractivité des investissements dépendra d'un environnement des affaires simplifié et d'infrastructures performantes. Le rôle des PME, souvent négligées dans de tels dispositifs, devra également être renforcé pour garantir un développement inclusif.

Ces investissements marquent un tournant dans la politique économique du Maroc. Toutefois, leur impact à long terme dépendra de leur mise en œuvre, de l'implication des acteurs locaux, et de la capacité à attirer des compétences adaptées. La nouvelle Charte de l'Investissement semble bien amorcer un changement, mais pourra-t-elle vraiment transformer le paysage économique marocain ou s'agit-il d'une simple vitrine ?

UNE SITUATION ÉCONOMIQUE EN RÉSILIENCE, MAIS SOUS TENSION

Le rapport annuel 2023-2024 de la Cour des Comptes du royaume met en lumière les principaux enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels le Maroc est confronté, tout en évaluant les progrès réalisés et les lacunes à combler. Cette analyse révèle des réformes majeures, des défis persistants et des recommandations stratégiques pour améliorer la gouvernance et l'efficacité des politiques publiques.

Malgré un contexte mondial marqué par des crises géopolitiques, l'inflation et les conséquences du changement climatique, l'économie marocaine a montré des signes de reprise. Le taux de croissance a augmenté de 1,5 % en 2022 à 3,4 % en 2023, principalement grâce à une amélioration des recettes fiscales (+7,4 %), atteignant 324 milliards de dirhams. Toutefois, les dépenses publiques ont aussi augmenté, avec une hausse significative des dépenses d'investissement (+18 %). En parallèle, la dette publique représente encore un défi majeur, atteignant 69,5 % du PIB.

Gouvernance et gestion des programmes publics

Le rapport souligne des insuffisances dans la planification et la réalisation des programmes publics, notamment un manque de coordination entre les acteurs, des études préalables insuffisantes, et des problèmes liés à la mobilisation du foncier. Ces lacunes ont entraîné des retards et des dépenses non optimales, affectant négativement l'impact attendu des projets sur les citoyens. Par exemple, le programme des villes nouvelles, bien que stratégique pour répondre à la croissance urbaine, affiche un taux de réalisation de seulement 20 % de ses objectifs prévus.

Gestion des ressources en eau : un enjeu vital

La problématique de l'épuisement des ressources en eau, exacerbée par le changement climatique et des années de sécheresse, figure parmi les priorités identifiées. Le rapport insiste sur l'urgence de renforcer les infrastructures hydriques, telles que la construction de barrages et le développement de solutions innovantes comme la désalinisation et la réutilisation des eaux usées. Cependant, il met en garde contre le manque de cohérence entre stratégies sectorielles et leur application sur le terrain.

Vers une fiscalité équitable et efficace

Dans le cadre des réformes fiscales en cours, le rapport prône l'établissement d'un système fiscal plus équitable et incitatif. L'objectif est de générer des ressources stables tout en encourageant les investissements privés. Toutefois, des écarts persistent dans la collecte des impôts, liés à des procédures de contrôle insuffisantes et à des déclarations fiscales inexactes.

Recommandations clés

Le Conseil Supérieur des Comptes formule plusieurs recommandations pour améliorer l'efficacité des politiques publiques :

Renforcer la gouvernance : Améliorer la coordination interinstitutionnelle et adopter une planification basée sur des études rigoureuses.

Accélérer les réformes fiscales : Simplifier les procédures et optimiser la collecte pour accroître les ressources publiques.

Sécuriser les ressources en eau : Intégrer des approches multidimensionnelles pour une gestion durable.

Augmenter l'efficacité des investissements publics : Suivre et évaluer rigoureusement l'impact des projets.

En conclusion, le rapport appelle à une mobilisation collective pour répondre aux défis émergents et consolider les acquis. Le Conseil réitère l'importance d'une gestion responsable et transparente pour garantir le bien-être des citoyens et soutenir un développement économique et social durable.

ANALYSE DE L'IMPACT DES COÛTS DE TRANSPORT MARITIME SUR L'INFLATION AU MAROC



Les origines d'une flambée historique

Le transport maritime, véritable pilier du commerce mondial, représente 80 % des échanges internationaux en volume. Cependant, la flambée des coûts de fret, exacerbée par des crises géopolitiques et sanitaires, a eu des répercussions marquées sur l'inflation, notamment au Maroc. Une étude récente met en lumière les effets persistants de ces coûts sur l'économie marocaine et propose des pistes d'analyse pour mieux comprendre cette dynamique.

En 2021, les indices mondiaux des taux de fret, tels que le Harpex et le Baltic, ont atteint des sommets historiques, enregistrant des hausses respectives de 532 % et 415 % en glissement annuel. Cette explosion des coûts a été déclenchée par plusieurs facteurs : goulets d'étranglement logistiques, déséquilibres entre l'offre et la demande, et tensions géopolitiques comme la guerre en Ukraine. Ces perturbations ont entraîné des retards de livraison et une augmentation des coûts, avec des répercussions directes sur les prix des produits importés.

Au Maroc, où le commerce maritime représente 95 % des échanges extérieurs, les coûts de fret influencent directement les prix des marchandises. L'étude a utilisé des modèles économétriques SVAR pour estimer les effets des fluctuations des taux de fret sur trois indicateurs principaux : l'inflation globale (IPC), l'inflation sous-jacente (IPCX) et l'inflation des biens échangeables (IPCXE).

Les résultats montrent que :

Une hausse de 100 % de l'indice Harpex entraîne une augmentation de 0,3 % de l'IPC, avec un effet persistant de 8 mois.

L'impact est plus marqué sur l'IPCX et l'IPCXE, atteignant 0,5 % avec une durée de 12 mois.

L'indice Baltic, focalisé sur les matières premières, génère des effets moindres mais significatifs, avec des hausses de 0,1 % à 0,2 % selon l'indicateur.

**Quelles relations existent entre coûts maritimes et inflation marocaine ?
Comment les chocs internationaux affectent-ils l'inflation au Maroc ?
Quels facteurs influencent la persistance de l'inflation ?**

Des répercussions économiques et stratégiques

Cette inflation importée est aggravée par la dépendance énergétique et alimentaire du Maroc, où les importations représentent 55 % du PIB. La hausse des coûts de fret pèse lourdement sur les entreprises, qui répercutent ces charges sur les consommateurs, renforçant ainsi les pressions inflationnistes.

Par ailleurs, l'étude souligne l'importance des alliances stratégiques dans le secteur maritime, qui concentrent 84 % de la capacité de transport mondiale entre les mains de dix compagnies. Cette concentration limite les marges de négociation des pays comme le Maroc et rend les coûts de fret plus volatils.

Recommandations pour une gestion proactive

Pour atténuer ces impacts, l'étude propose :
Développer des indices spécifiques au Maroc pour suivre les variations des coûts de fret maritime et leur impact sur l'inflation.
Diversifier les sources d'approvisionnement pour réduire la dépendance aux importations lointaines et mieux maîtriser les coûts logistiques.
Renforcer la flotte maritime nationale, actuellement limitée, afin de diminuer la dépendance vis-à-vis des opérateurs internationaux.

Une fragilité persistante malgré des ajustements

Malgré une stabilisation partielle des coûts de fret en 2023, la persistance de tensions géopolitiques, notamment en mer Rouge, continue d'alimenter les incertitudes. Le Maroc, en tant qu'économie ouverte, reste vulnérable à ces fluctuations. L'élaboration d'outils d'analyse adaptés et la mise en œuvre de stratégies logistiques robustes sont donc cruciales pour préserver sa compétitivité et limiter l'impact sur les ménages.



La Centrale électrique "Sa Majesté le Roi Mohammed VI", offerte par le Maroc à la République du Niger sur Très Hautes Instructions de SM le Roi Mohammed VI, a été inaugurée, ce jeudi à Niamey.



Dotée d'équipements de dernière génération, cette Centrale d'une capacité de production électrique de 22,5 MVA (20 MW), située dans la zone Industrielle de Gamkaley à Niamey, contribuera à l'amélioration de la desserte en énergie électrique pour la population nigérienne et au renforcement de la souveraineté énergétique du Niger.

L'AMDL et SprintProject s'associent pour booster l'innovation et les start-ups au Maroc

L'Agence Marocaine de Développement de la Logistique (AMDL) a franchi un cap majeur dans la transformation du secteur logistique marocain en signant un partenariat stratégique avec SprintProject, une société française spécialisée dans la mise en place d'écosystèmes partenariaux pour l'innovation dans les secteurs de la supply chain, de l'agroalimentaire, de l'industrie et du retail. Cette collaboration, officialisée par Ghassane El Machrafi, Directeur Général de l'AMDL, et Fabien Esnault, Président de SprintProject, marque une étape cruciale pour la modernisation et la compétitivité de l'écosystème logistique marocain.

Une ambition commune pour un Maroc leader de la logistique en Afrique

Ce partenariat s'inscrit dans une vision stratégique visant à positionner le Maroc comme un hub logistique incontournable en Afrique, tout en servant de pont naturel entre l'Europe et le continent africain.

Objectifs stratégiques du partenariat :

1. Promouvoir l'innovation dans la supply chain

- Introduire des solutions technologiques de pointe pour renforcer l'efficacité et la durabilité du secteur logistique.

- Encourager l'installation d'acteurs internationaux au Maroc pour enrichir l'écosystème logistique.

2. Construire un écosystème compétitif et collaboratif

- Stimuler les synergies entre jeunes entreprises innovantes et grandes structures marocaines pour dynamiser l'économie locale.

- Offrir aux donneurs d'ordre nationaux et internationaux des solutions innovantes adaptées à leurs besoins.

3. Renforcer les connexions internationales

- Faciliter l'échange de savoir-faire entre les écosystèmes marocain et européen.

- Accompagner les start-ups marocaines en leur offrant des opportunités d'accès aux marchés internationaux grâce au réseau et à l'expertise de SprintProject



Propositions pour maximiser l'impact du partenariat

Pour que ce partenariat atteigne son plein potentiel, il est essentiel de mettre en œuvre des actions concrètes :

1. Création d'un incubateur dédié à la logistique

- Lancer un incubateur spécialisé pour les start-ups de la supply chain, offrant des formations, un accompagnement personnalisé, et des espaces de coworking.

2. Facilitation de l'accès aux financements

- Développer des mécanismes adaptés tels que des fonds d'investissement, des subventions publiques et des partenariats privés pour soutenir les start-ups prometteuses.

3. Partenariats académiques et recherche appliquée

- Collaborer avec les universités marocaines et les centres de recherche pour développer des solutions technologiques adaptées aux spécificités locales.

- Ce partenariat promeut l'innovation à l'échelle nationale et repose sur une approche décentralisée.

- Un impact positif sur l'économie marocaine dans son ensemble

L'AMDL et SprintProject s'associent pour booster l'innovation et les start-ups au Maroc

Le partenariat entre l'AMDL et SprintProject dépasse le cadre strictement logistique et pourrait avoir des retombées positives sur plusieurs segments de l'économie :

1. Soutien aux acteurs du retail

-En encourageant les start-ups à développer des solutions logistiques adaptées aux détaillants locaux, telles que des outils numériques ou des services de livraison mutualisés, ce partenariat pourrait renforcer la compétitivité des petits commerçants, notamment dans les quartiers populaires.

2. Création d'emplois qualifiés

Le développement de start-ups et l'adoption de technologies innovantes dans la supply chain entraîneront la création de nombreux emplois qualifiés, notamment pour les jeunes diplômés marocains.

3. Accélération de la transformation digitale

La logistique marocaine, souvent confrontée à des défis structurels, bénéficiera d'une modernisation accélérée grâce aux outils numériques, rendant le secteur plus agile et résilient face aux chocs économiques.

Recommandations pour un impact élargi

Pour maximiser les retombées de cette initiative sur l'ensemble de l'économie, il est recommandé que l'AMDL et SprintProject :

- Intègrent un volet dédié aux petits commerces, en développant des solutions spécifiques pour leur inclusion dans les chaînes logistiques modernes.
- Encouragent une collaboration active entre petits commerçants et start-ups, notamment dans le domaine du commerce de proximité et de la logistique du dernier kilomètre.

Un levier stratégique pour l'économie marocaine

L'initiative portée par l'AMDL et SprintProject représente une opportunité majeure pour le Maroc, en faisant de la logistique un moteur de croissance économique et d'intégration régionale. Ce partenariat renforcera la compétitivité nationale, favorisera l'innovation et permettra au Maroc de jouer un rôle central dans la transformation logistique du continent africain.

Avec une vision claire et des actions concrètes, le Maroc peut devenir un modèle en matière de supply chain innovante et durable, tout en contribuant à une croissance inclusive et équitable.

Rédigé par : Abdelghani El Arrasse



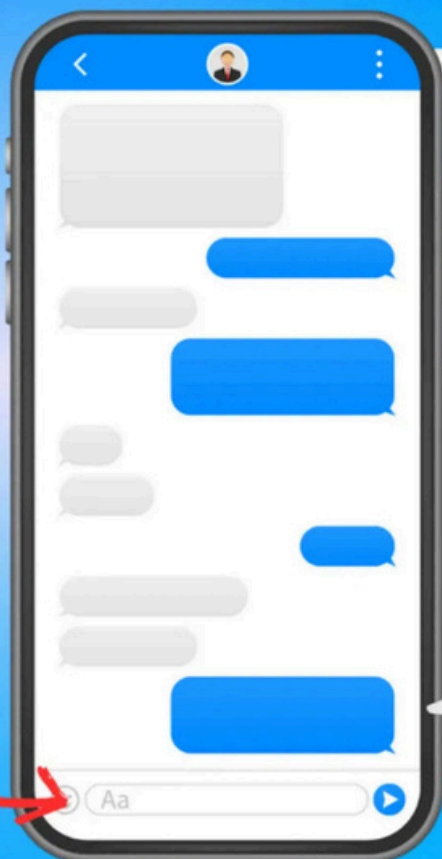
“ La CDG et la Banque Européenne d’Investissement (BEI) ont signé de nouveaux accords de garantie afin de débloquer des investissements pour soutenir les zones industrielles, renforcer les petites et moyennes entreprises et promouvoir des projets d’infrastructures durables.

Depuis le début de leur collaboration, plus de 455 millions d’euros ont été engagés par la BEI pour soutenir des projets menés par la CDG et ses filiales. ”



LODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME





Du souk à la supérette : l'incroyable mutation du commerce marocain

Un programme ambitieux pour dynamiser l'économie locale
Des résultats chiffrés impressionnants, mais des inégalités régionales
L'avenir du commerce marocain entre modernité et défis structurels

Le commerce de proximité, véritable pilier du tissu économique marocain, concentre l'essentiel de la distribution des biens de consommation avec 58 % du chiffre d'affaires du secteur, 36 % des emplois et 80 % des points de vente. Pourtant, ce modèle traditionnel doit évoluer pour répondre aux exigences des consommateurs modernes et aux défis d'un marché de plus en plus compétitif. Le programme national de modernisation piloté par le ministère compétent constitue une réponse ambitieuse, mais est-il suffisant pour transformer durablement ce secteur stratégique ?

L'économie marocaine repose largement sur le commerce de proximité, mais celui-ci souffre d'un modèle économique vieillissant. Les unités commerciales traditionnelles doivent adopter de nouvelles techniques de gestion, diversifier leurs offres et optimiser leurs charges pour rester compétitives face à des acteurs structurés comme les grandes surfaces et le e-commerce. Le programme ministériel de soutien à la modernisation, en formant les commerçants et en modernisant les points de vente, s'inscrit dans cette dynamique.

Les données parlent d'elles-mêmes : 25 785 commerçants ont bénéficié de ce programme à travers le Royaume, avec des résultats tangibles, notamment une augmentation moyenne de 4000 MAD du chiffre d'affaires mensuel des bénéficiaires. Cependant, ces efforts suffisent-ils à garantir une transformation durable du secteur ou ne sont-ils qu'un pansement temporaire face à des problématiques structurelles ? Des résultats encourageants, mais des défis à relever

L'étude d'impact révèle un taux de satisfaction impressionnant de 93 % parmi les bénéficiaires, avec une valeur ajoutée additionnelle de 1,8 milliard MAD et la création de 10 000 emplois indirects. Ces chiffres démontrent l'efficacité du programme dans le court terme, mais il reste crucial de s'interroger sur sa pérennité. Les commerçants modernisés peuvent-ils maintenir ces performances sans un accompagnement continu ?

De plus, la modernisation ne concerne qu'une fraction du secteur. Les grandes régions comme Casablanca-Settat (3805 points modernisés) dominent, tandis que des zones comme Guelmim-Oued Noun (421 points modernisés) sont encore en retrait. Cette disparité régionale pose la question d'une stratégie d'équité territoriale pour un développement inclusif.

Pour garantir un impact durable, plusieurs pistes méritent réflexion. D'abord, l'intégration des commerçants dans des écosystèmes numériques pourrait les rendre plus compétitifs face à la montée en puissance du commerce électronique. Ensuite, une meilleure articulation entre le secteur formel et informel permettrait de capter davantage de valeur ajoutée tout en renforçant les revenus des commerçants. Enfin, une approche régionale plus équilibrée pourrait stimuler le développement économique dans les zones les moins desservies.

Le Maroc semble avoir trouvé une formule prometteuse pour moderniser son commerce de proximité, mais les efforts doivent s'amplifier pour éviter que cette initiative ne perde son élan. L'avenir du commerce marocain ne repose pas uniquement sur la modernisation des points de vente, mais aussi sur la capacité des commerçants à anticiper et répondre aux transformations rapides du marché.



Voici les entreprises élues Service Client de l'Année 2025 :

1. Alliances Darna – Immobilier économique et social
2. Avis – Location courte durée automobile
3. Burger King – Restauration rapide
4. CGI – Immobilier haut standing
5. CGI – Immobilier moyen standing
6. Crédit du Maroc – Banque conventionnelle pour particuliers
7. Dar Al Amane – Banque participative
8. Decathlon – Distribution d'articles de sports et loisirs
9. Electroplanet – Distribution spécialisée en électroménager et produits technologiques
10. Kitea – Mobilier et décoration
11. LC Waikiki – Prêt-à-porter
12. Locafinance – Location longue durée automobile
13. M-Automotiv – Distributeur multimarque de véhicules pour particuliers
14. Marjane – Grande distribution
15. Orange – Solutions communicantes pour particuliers
16. Orange B2B – Solutions communicantes pour entreprises
17. Portnet – Services publics pour entreprises
18. Sendit – Distribution de plis et de colis
19. So Gé – Banque en ligne
20. TotalEnergies – Services aux automobilistes
21. Wafa Assurance (Assurance de biens) – Assurance de biens
22. Wafa Assurance (Assurance de personnes) – Assurance de personnes
23. Wafa Ima Assistance – Assistance
24. Wafasalaf – Organisme de crédit

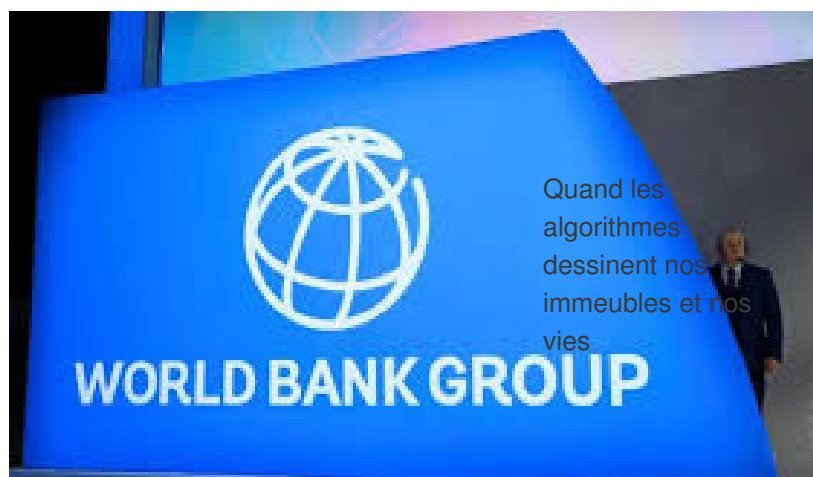


UNE BANQUE MONDIALE RENOUVELÉE FACE AUX DÉFIS GLOBAUX

Défis structurels et nouvelles priorités

La Banque mondiale, institution emblématique de la lutte contre la pauvreté et promotrice d'un développement durable, a dévoilé dans son rapport annuel 2024 une vision ambitieuse et des réformes significatives pour répondre aux défis croissants de notre époque. Ces réformes visent à accélérer l'action face à des crises systémiques tout en consolidant son rôle en tant que partenaire clé des pays en développement.

Quelle est la vision stratégique de la Banque mondiale pour 2024-2030 ?
Comment la Banque mondiale mesure-t-elle l'impact de ses interventions ?
Quels défis majeurs le Groupe de la Banque mondiale doit-il relever ?



En 2024, la Banque mondiale a engagé un total de 117,5 milliards de dollars à travers des prêts, dons et garanties pour soutenir les pays partenaires, mettant en œuvre des initiatives centrées sur l'éducation, l'énergie propre, et l'accès à l'eau potable. Parmi les avancées notables :

Action climatique accrue : 45 % des financements annuels de la Banque seront consacrés au climat d'ici 2025, répartis équitablement entre atténuation et adaptation. Par exemple, le Rwanda, modèle pour l'électrification, a bénéficié de financements pour augmenter son taux d'accès à l'électricité à plus de 75 %.

Élargissement de l'accès à l'éducation et aux services essentiels : Plus de 280 millions d'élèves ont vu leur scolarisation améliorée, et des infrastructures sanitaires de base ont été déployées pour 59 millions de personnes.

Soutien à l'entrepreneuriat et aux infrastructures numériques : Avec un portefeuille numérique de 5,6 milliards de dollars, la Banque a investi dans des infrastructures de données et la cybersécurité, notamment en Afrique subsaharienne.

Le rapport souligne les multiples crises interdépendantes : ralentissement de la réduction de la pauvreté, crise climatique, dette publique croissante et insécurité alimentaire. La Banque mondiale s'engage à combler ces lacunes par des mesures innovantes, notamment :

Un Laboratoire d'investissement privé qui facilite les flux de capitaux privés dans les marchés émergents.

La plateforme des garanties, qui prévoit des émissions annuelles atteignant 20 milliards de dollars d'ici 2030, pour mobiliser des capitaux privés.

Une fiche de performance institutionnelle unifiée, permettant de mesurer l'impact global des cinq institutions du Groupe de la Banque mondiale.

Une Banque mondiale renouvelée face aux défis globaux



Focus régional : un monde d'inégalités persistantes

En Afrique subsaharienne, des initiatives phares ont visé à élargir l'accès à l'électricité pour 300 millions de personnes d'ici 2030, en partenariat avec la Banque africaine de développement. Toutefois, le défi reste immense : plus de la moitié de la population de la région est toujours sans électricité.

En Asie de l'Est, la Banque s'est concentrée sur la transition énergétique et la résilience climatique. Au Moyen-Orient, des efforts pour stabiliser les économies fragiles ont été accompagnés d'un financement ciblé sur la sécurité alimentaire et la gestion de l'eau.

Le message d'Ajay Banga, président du Groupe, reflète un sentiment d'urgence. « Nous devons transformer nos méthodes de travail pour répondre efficacement aux attentes des populations et des États », a-t-il déclaré. La Banque mondiale s'engage à simplifier ses processus, à améliorer la collaboration avec les partenaires privés, et à maximiser l'impact de ses interventions.

Malgré les avancées, des interrogations persistent.

La Banque mondiale pourra-t-elle mobiliser suffisamment de ressources face aux enjeux colossaux de l'injustice climatique et de la montée des tensions géopolitiques ?

La transition vers une économie décarbonée, tout en répondant aux besoins immédiats des populations les plus vulnérables, reste un exercice d'équilibrisme.

Les financements mobilisés, bien que significatifs, semblent encore insuffisants pour atteindre les Objectifs de développement durable d'ici 2030.



Global Chinese Motors, filiale du groupe Bugshan Automotive, a annoncé la nomination de Abdelhak Khadraoui en tant que nouveau directeur général de l'entreprise.

Avec son expertise acquise au cours de son expérience dans l'industrie automobile, Khadraoui a été responsable du lancement stratégique de la marque, contribuant à la solidification de son image et à son entrée réussie sur le marché. Aujourd'hui, il prend les rênes de Global Chinese Motors pour renforcer la position de l'entreprise à l'échelle nationale

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212j



L'AMO en chiffres : des avancées impressionnantes, mais des défis à relever

17 millions couverts, mais le système tiendra-t-il ?

Les chiffres officiels de l'AMO-TNS : une avancée ou une alerte pour le système de protection sociale ?

La récente publication des données officielles sur les bénéficiaires du régime d'Assurance Maladie Obligatoire pour les Travailleurs Non-Salariés (AMO-TNS) marque une étape clé dans l'analyse du système de protection sociale au Maroc. Cependant, derrière les chiffres impressionnants se cachent des défis structurels et des interrogations profondes sur la durabilité et l'équité de ce régime.

Selon le rapport annuel présenté par M. Abderrahim Chaffai, président de l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS), au Chef du Gouvernement, M. Aziz Akhannouch, le nombre des bénéficiaires de l'AMO-TNS a connu une hausse impressionnante. En 2023, 17 millions de personnes étaient couvertes par l'Assurance Maladie Obligatoire, contre 11,9 millions en 2022, soit une augmentation de 43,5 %. Ce résultat est attribué principalement à l'intégration des travailleurs non-salariés dans le régime.

Cependant, une telle croissance soulève des questions sur la soutenabilité financière de cette expansion. Le nombre de cotisants a certes augmenté de 51 %, atteignant 8,3 millions, mais est-ce suffisant pour garantir un équilibre entre les contributions et les dépenses, notamment face à une démographie vieillissante et à une demande croissante de prestations de santé ?

Les données démographiques liées aux régimes de retraite renforcent les préoccupations. Actuellement, près de 4,8 millions d'actifs sont affiliés aux régimes de retraite, représentant un taux de couverture de 49 % de la population active. Ce chiffre, bien qu'en progression, révèle également que plus de la moitié des travailleurs restent en dehors de toute couverture. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires des prestations a bondi de 4,8 %, atteignant 1,42 million, dont 69 % sont des retraités.

Cette évolution met en lumière une pression croissante sur les ressources du système. Comment le Maroc pourra-t-il financer ces engagements tout en intégrant de nouvelles catégories de travailleurs ? Les solutions proposées aujourd'hui suffisent-elles à répondre aux défis à venir ?

Le secteur des assurances, qui représente un pilier stratégique de l'économie marocaine, a démontré une certaine résilience avec un chiffre d'affaires de 60 milliards de dirhams en 2023, en hausse de 4 %. Les opérateurs, qui gèrent plus de 580 milliards de dirhams d'actifs, figurent parmi les investisseurs institutionnels les plus influents du pays.

Cependant, cette solidité apparente ne doit pas masquer les défis systémiques. La question de l'équité dans l'accès aux prestations, de la gestion des risques économiques mondiaux et de la transparence dans les opérations de supervision reste centrale. L'augmentation des bénéficiaires du régime AMO-TNS, bien que saluée, doit être accompagnée d'un suivi rigoureux pour garantir une efficacité réelle et une inclusion durable.

Si les chiffres publiés reflètent des avancées indéniables en matière de protection sociale, ils appellent également à une réflexion stratégique approfondie.

La durabilité du système, son financement à long terme et sa capacité à inclure efficacement toutes les catégories de travailleurs sans compromettre la qualité des prestations restent des enjeux critiques. Les autorités devront redoubler d'efforts pour anticiper les déséquilibres structurels et garantir une justice sociale effective.

L'OPINION DES JEUNES



**Rejoignez notre chaîne WhatsApp
pour ne rien rater de l'actualité !**



@lodjmaroc      

Le Maroc renforce son engagement en faveur des personnes en situation de handicap : les réalisations en chiffres



Lors d'une réponse à une question parlementaire, Abdeljebbar Rachdi, secrétaire d'État chargé de l'Insertion sociale auprès de la ministre de la Solidarité, de l'Insertion sociale et de la Famille, a mis en lumière les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer les conditions des personnes en situation de handicap.

Il a rappelé que cette problématique constitue une priorité nationale, s'inscrivant dans la vision d'un État social portée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Rachdi a notamment souligné le renforcement du plan national pour la promotion des personnes en situation de handicap, avec une augmentation significative des fonds alloués, passant de 206 millions de dirhams en 2021 à 500 millions de dirhams en 2024, soit une progression de 58 %.

Dans le domaine de l'éducation, il s'est félicité des résultats obtenus grâce au programme d'accompagnement pédagogique et de rééducation, qui a bénéficié à 27 500 élèves. En parallèle, 19 000 enfants ont reçu des aides techniques et médicales adaptées.

Sur le plan de l'emploi, le gouvernement continue de réserver 7 % des postes publics aux personnes en situation de handicap.

Chaque année, environ 200 d'entre elles intègrent la fonction publique, portant à 1 255 le nombre total de bénéficiaires à ce jour.

Par ailleurs, des efforts notables ont été déployés pour encourager l'entrepreneuriat privé. En 2024, 1 800 projets portés par des personnes en situation de handicap ont été soutenus, contre seulement 320 en 2021, traduisant une hausse impressionnante de 200 %.

Le ministère a également signé des partenariats avec des entreprises, permettant l'emploi de 100 personnes atteintes de trisomie.

En matière d'infrastructure, le gouvernement poursuit la construction et l'amélioration des centres d'aide et d'orientation pour cette catégorie de citoyens.

Enfin, la plateforme numérique « Khadamaty » a délivré plus de 120 000 attestations de handicap en 2023.

Cette avancée s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la loi-cadre n°97.13 sur la protection et la promotion des droits des personnes en situation de handicap, et du programme gouvernemental 2021-2026. Un nouveau système d'évaluation du handicap a également été instauré, constituant une base solide pour l'élaboration du décret relatif à la carte spéciale dédiée à ces citoyens.

Ces initiatives témoignent de l'engagement du Maroc à consolider les piliers de l'État social tout en œuvrant pour une inclusion durable et équitable des personnes en situation de handicap.

ECO AUTO

Barid Al-Maghrib électrifie ses livraisons !

Le 9 décembre 2024, Barid Al-Maghrib a franchi une nouvelle étape dans son engagement pour une écomobilité durable en lançant une flotte de cyclomoteurs électriques.

Cette initiative, qui s'inscrit dans une stratégie plus large de réduction des émissions de gaz à effet de serre, vise à moderniser le secteur postal marocain tout en répondant aux enjeux environnementaux actuels.

En intégrant ces véhicules écologiques, Barid Al-Maghrib souhaite non seulement améliorer son efficacité opérationnelle, mais aussi réduire son empreinte carbone.

Le déploiement initial comprend 190 cyclomoteurs électriques, qui seront utilisés pour la distribution du courrier et des colis dans des villes clés comme Rabat, Casablanca et Marrakech.

Ce premier lot sera suivi d'une seconde tranche de 250 unités, portant le total à plus de 650 cyclomoteurs d'ici 2025. Avec une autonomie de 80 à 100 km, ces nouveaux véhicules sont parfaitement adaptés aux besoins de livraison quotidienne, offrant une solution efficace pour le dernier kilomètre.



Vers une distribution écoresponsable

Cette démarche n'est pas une première pour Barid Al-Maghrib, qui a déjà intégré 225 véhicules électriques dans sa flotte depuis 2022.

En s'affirmant comme un pionnier de la distribution verte, l'entreprise contribue à la création d'emplois verts et à l'innovation technologique dans le secteur postal.

À long terme, cette transition vers des modes de transport plus durables pourrait améliorer la qualité de vie des citoyens en réduisant la pollution atmosphérique.



L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

**LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !**

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



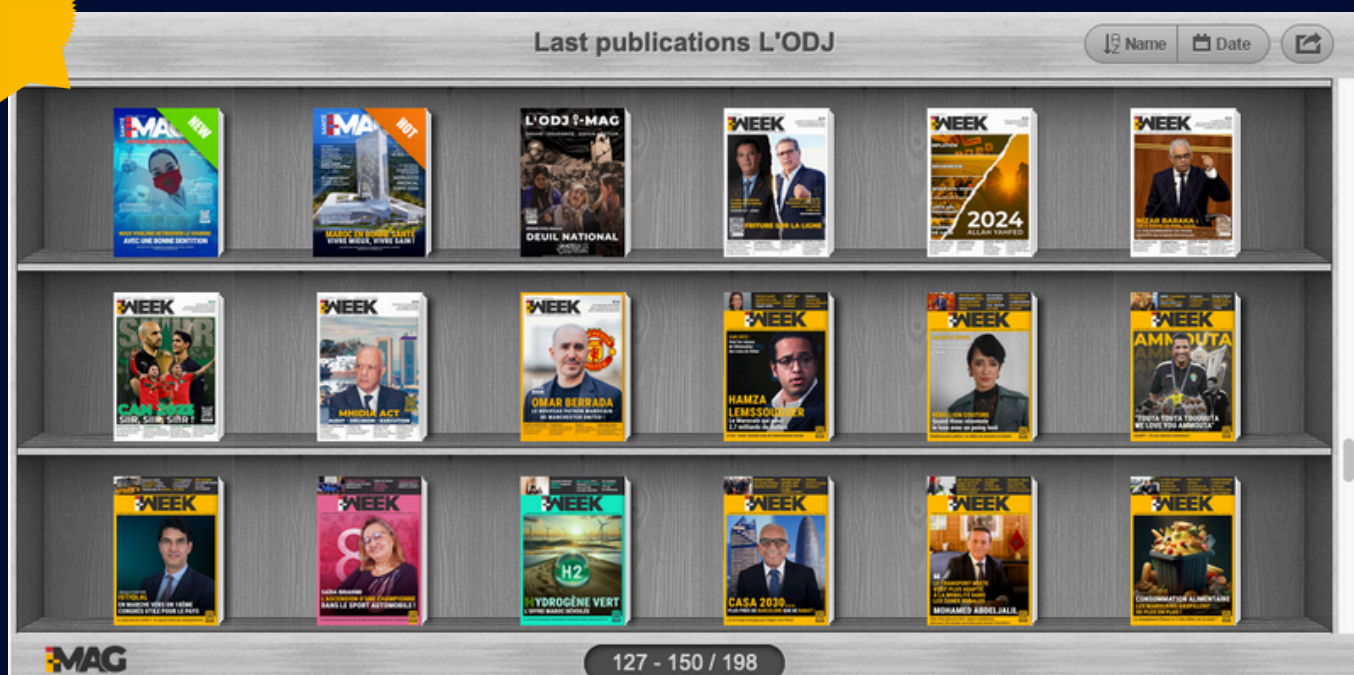
SCAN ME!



www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.



Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME